

7 mars 2023

<http://emancipation69.fr/>
69.emancipation@gmail.com

RETRAIT DU PROJET DE RÉFORME DES RETRAITES ! VAINCRE MACRON !

19 et 31 janvier, 7 et 11 et 16 février : c'est par centaines de milliers, par millions que travailleurs et jeunes ont exigé le retrait pur et simple de la totalité de la réforme des retraites de Macron. Un texte ni amendable, ni négociable.

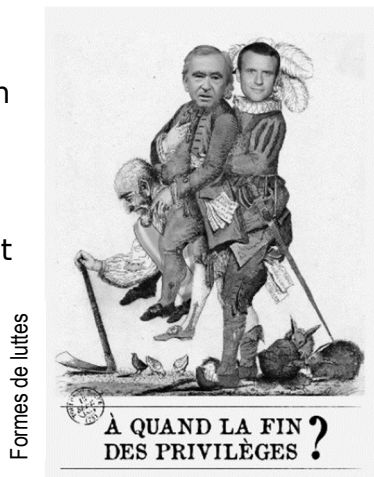
Depuis six ans, Macron multiplie les mesures anti-sociales. Il poursuit la destruction du service de santé et de la sécurité sociale.

À l'école, jour après jour les mesures s'enchaînent : suppression de postes, diminution drastique des DHG, suppression de la technologie en 6^e et arrivée possible de professeurs des écoles en collège, offensive contre le statut avec le « Pacte »... Macron veut aller jusqu'au bout son programme de destruction de l'Enseignement public et du statut.

Et corrélativement aux mesures de formatage à l'entreprise dès la 5^e, à l'extension de l'apprentissage, la généralisation du SNU doit organiser la soumission de la jeunesse.

Infliger une défaite politique au gouvernement Macron

Dans cette situation, l'issue de la mobilisation pour le retrait de la réforme des retraites sera déterminante. C'est la conscience aigüe que c'est avec ce pouvoir présidentiel, avec ce gouvernement qu'il faut en finir qui s'exprime dans les manifestations, dans les slogans,



sur les pancartes... Car si Macron gagne sur les retraites, il sera plus difficile de résister à l'offensive qui suivra.

Imposer le retrait du projet Macron sur les retraites serait un point d'appui pour interdire les autres mesures réactionnaires et ouvrir la voie à la satisfaction des multiples revendications (hausse des salaires, abrogation des contre-réformes ...)

Rompre tout « dialogue social » !

L'ampleur des mobilisations a imposé l'exigence du retrait du projet de loi et de préserver l'unité sur cette revendication. Mais alors que dans la rue, la politique de Macron est ouvertement rejetée, les multiples concertations qui se poursuivent, dans l'Enseignement public comme dans le privé, légitiment la politique gouvernementale.

Ainsi, contre la revendication d'augmentation des salaires, les directions des organisations syndicales ont négocié avec le MEDEF l'extension de l'intéressement (une prime conditionnée à la performance ou aux résultats d'une entreprise). De même dans l'Enseignement, des concertations se poursuivent sur des « primes » alors que le gouvernement refuse toute augmentation conséquente du point d'indice. Cela apporte la caution des syndicats à la politique de Macron et du patronat de blocage des salaires.

Il faut être cohérent. Pour imposer le retrait de la réforme des retraites infliger une défaite politique à Macron, il faut mettre fin aux « concertations » sur les plans du gouvernement, tant au ministère de l'Enseignement que dans le privé.

Centraliser le combat contre le pouvoir

Le gouvernement veut aller vite. Afin d'imposer le retrait du projet de réforme des retraites et de mettre un coup d'arrêt à cette politique destructrice de tous nos acquis, il faut centraliser le combat contre Macron et le gouvernement. La responsabilité des directions syndicales est donc d'organiser la grève et la manifestation centrale à Paris, à l'Assemblée, pour interdire le vote de la loi. Une telle manifestation serait un puissant encouragement à la mobilisation.